

pourquoi son
tient. dit-il.
« malgré ses
« priorité le
La France,
devant l'avanc
la conférence
maine dernière
et le présid
« doit d'abor
rer son appu
au rapport de
de l'homme
l'ex-présider
planifié un g
tutsie, il l'est
A une tabl
main de pet
picorer les r
le président
fine sa straté
tentifs. Jean
compter 50
niers gorille
core protégé
chaîner sur
nature contr
provoqués p
trialisations
guerre, l'éco
gruité de so
pidement: «
également e
santé de la p
Gisenyi co
50 000 habi
ment des
l'usine de
jour d'hui s
vernement.
dans les hô
nistratifs. C
sphère feutr
perd ses dro
barrages de
de camions
sance enjo
conseillère
étrangères,
formalités.
du 1er juillet
Président p
kubwado. I
les insensé
guerre pou
notamment
il affirme: «
rer de tels
garde reste
senyi et le s
lomètres au
cinquante b
Lundi derr
rempli de
cravate et
Suivants di

M O N D E

AFRIQUE RWANDA: UN PAS VERS UN GOUVERNEMENT D'UNION

Le Front patriotique rwandais s'est choisi hier un Premier ministre en la personne de Faustin Twagiramungu. Quarante-huit heures après avoir pris la capitale Kigali, les rebelles se proposent de réunir le pays. Sous l'œil favorable mais prudent de Paris.

Abandonnant la rhétorique belliciste qui prévalait encore lundi lors de la chute de la capitale Kigali, le Front patriotique rwandais (FPR) s'est placé hier dans une logique purement politique en posant le premier jalon devant conduire à la constitution d'un gouvernement d'union nationale. Décidé à capitaliser sur l'avantage militaire décisif acquis depuis quarante-huit heures, et refusant à l'évidence la poursuite de combats qui selon elle n'offrirait aucun avantage supplémentaire, la direction du FPR a confié à Faustin Twagiramungu la charge de former le nouveau gouvernement.

Hutu modéré et président du Mouvement démocratique républicain (MDR), cet universitaire de 49 ans a pour lui l'avantage de symboliser les accords de paix que tous les partis politiques rwandais – y compris celui du défunt président Habyarimana, le Mouvement républicain national pour la démocratie et le développement (MRND), mais aussi le FPR – avaient signé dans la ville tanzanienne d'Arusha en août 1993.

Nommé à cette occasion Premier ministre de transition du futur «gouvernement à base élargie», il est aussi considéré comme un candidat respectable à Paris où on se félicitait hier du pas politique franchi vers une «solution négociée».

«J'ai accepté de continuer cette mission dans l'intérêt du peuple rwandais», a déclaré hier, à Bruxelles où il est réfugié depuis le début du conflit, Faustin Twagiramungu qui a annoncé son intention de se rendre «très prochainement» au Rwanda pour y rencontrer les dirigeants du FPR et engager des consultations avec tous les partis politiques.

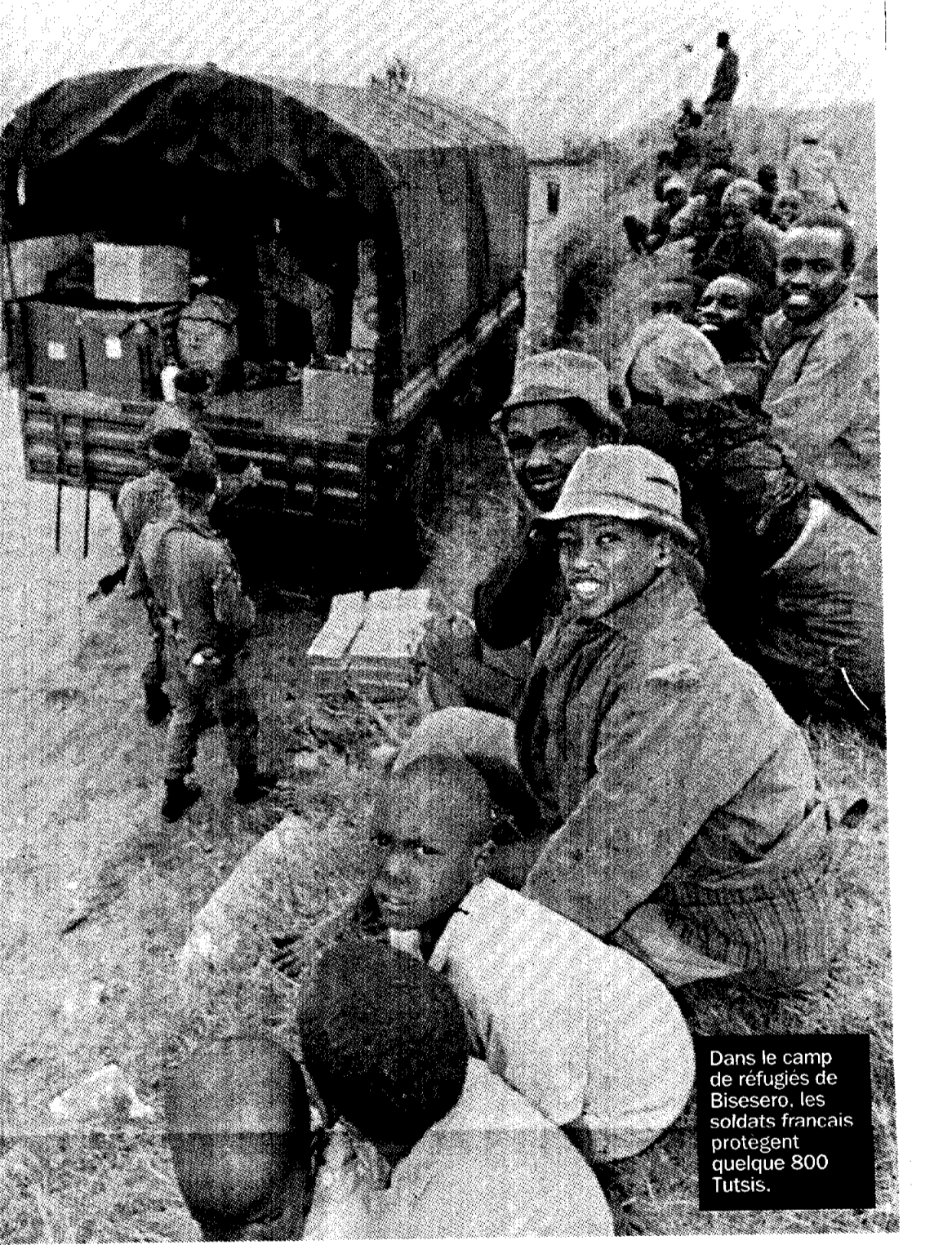
A l'instar de Paul Kagame, le chef d'état-major du FPR, qui avait déclaré mardi qu'il accepterait de «partager le pouvoir avec des forces politiques non responsables du génocide», le Premier ministre pressenti a affirmé qu'il refuserait toute participation du MRND, l'ancien parti au pouvoir, aux consultations pour la formation du nouveau gouvernement, mais envisage toutefois de s'entretenir avec ses responsables «à condition qu'ils si-

gnent une déclaration se démarquant des assassins». Coupant l'herbe sous le pied à ses détracteurs –principalement la France– qui le soupçonnaient de vouloir s'emparer seul du pouvoir, Paul Kagame, en réclamant la constitution d'un gouvernement d'unité nationale, souhaite démontrer qu'il peut être le garant de «l'esprit d'Arusha», symbole de la concertation politique rwandaise.

Hier, comme un écho harmonieux –le premier depuis le début de la guerre le 6 avril– à ce premier pas politique du FPR, le porte-parole du Quai d'Orsay a estimé qu'il fallait «accélérer ce processus de règlement politique qui devrait se fonder sur un partage du pouvoir au Rwanda en excluant bien entendu les responsables des massacres». «La rapidité avec laquelle le FPR propose la formation de ce gouvernement», commente-t-on très officieusement au ministère des Affaires étrangères, «démontre la volonté d'ouverture politique du FPR.» Ce changement de ton de la diplomatie française – qui a longtemps soutenu militairement et sans relâche l'ancien régime du président Habyarimana depuis 1990 – n'a pas empêché Faustin Twagiramungu de déplorer hier que Paris «n'ait pas publiquement annoncé qu'il ne reconnaissait pas le gouvernement intérimaire mis en place au Rwanda grâce à un coup d'Etat soutenu par la hiérarchie des forces armées rwandaises».

Cette hiérarchie des FAR semblait hier également prendre ses distances par rapport au gouvernement auto-proclamé et retranché à Gisenyi (lire ci-contre) depuis les récentes victoires militaires du FPR. Outre les quelques officiers des Forces armées rwandaises qui auraient, selon le FPR, fait récemment défection, plusieurs observateurs affirment que des membres influents de la hiérarchie militaire rwandaise ont manifesté leur intention de se rapprocher des vainqueurs. Mardi, Paul Kagame avait appelé de ses vœux la constitution d'une nouvelle armée nationale qui intégrerait les éléments «non criminels» des Forces armées rwandaises.

Alain FRILET



Dans le camp de réfugiés de Bisesero, les soldats français protègent quelque 800 Tutsis.

Ballet d'ombres à l'hôtel de l'ancien régime

Le gouvernement intérimaire s'est réfugié à Gisenyi. Entre patio et piscine, les ministres commentent la situation, le chef du Parti écologique pense aux gorilles...

Gisenyi, envoyé spécial

Avant la guerre, l'hôtel Méridien de Gisenyi était le point de passage obligé des touristes allant à la rencontre des grands gorilles du parc des Volcans. Après le 6 avril, quand l'avion du président Juvénal Habyarimana et de son homologue burundais a été abattu au-dessus de Kigali, la direction parisienne du Méridien a décidé de fermer l'établissement. Aujourd'hui, c'est le siège officieux réquisitionné par le gouvernement intérimaire rwandais. Officieux car le gouvernement ne veut pas avouer que la zone qu'il contrôle se réduit chaque jour davantage et qu'une des rares villes sûres est cette station balnéaire à la frontière du Zaïre, à la pointe nord du lac Kivu.

A Gisenyi, la rive du lac ressemble un peu à la Côte d'Azur: palmiers, mimosas, plage – artificielle – de sable fin. Mais ni la Boutique de Paris aux Champs-Élysées, ni le Palm Beach Hôtel ne traquent plus depuis longtemps les devises des touristes. Dès la sortie de la ville jumelle zairoise de Goma, on rencontre des barrages de fortune, trépièds sur lesquels repose une longue perche, gardés par des miliciens armés de Kalashnikov et dont la nervosité varie selon les heures et la quantité d'alcool ingurgitée.

Aux abords du Méridien, les contrôles deviennent plus professionnels. Deux casques blancs de la police militaire des FAR (forces armées gouvernementales) filtrent les entrées du complexe hôtelier.

Des voitures officielles portant de petits fanions bleu blanc rouge témoignent que le gouvernement croit encore au soutien que pourraient leur accorder les militaires français de l'opération Turquoise. Sur le plateau de pick-up Toyota portant le sigle de la Banque mondiale, des soldats en uniformes dépareillés montent une tournée européenne. Le hall du Méridien et le restaurant Ikitarana sont les lieux de rencontres imprévisibles. Le responsable des ballets rwandais cherche le ministre de l'Information pour le convaincre de monter une tournée européenne. Le ministre des Finances erre entre le patio et la piscine. Celui des Affaires étrangères, Jérôme Bicamumtaka, a l'air affairé. Pourtant, il explique longuement